



24 octobre 2026

Nouvelle mobilisation : on ne lâche rien !

Le 17 octobre, plus de 800 000 personnes ont manifesté partout en France contre la vie chère, pour une éducation digne, pour les salaires et pour la défense des services publics.

Lycéen·nes, étudiant·es, salarié·es du public et du privé, retraité·es, soignant·es, pompiers, agriculteur·ices, gilets jaunes : c'était la mobilisation la plus importante depuis le début du mouvement. La convergence n'avait pas été aussi large depuis longtemps.

Cette journée a été entachée par des pillages et des destructions, y compris de bâtiments publics. La CGT les condamne sans ambiguïté. Ces violences ne servent en rien nos revendications : elles les desservent et offrent au pouvoir le prétexte qu'il attendait pour ne pas y répondre. La CGT défend les outils de travail des salarié·es et les services publics : les écoles, les hôpitaux, les mairies, l'audiovisuel public. Elle ne les détruit pas. Ce sont les politiques d'austérité qui les abîment, jour après jour.

Nous refusons l'amalgame. Depuis des semaines, le gouvernement agite l'épouvantail de « l'ultra-gauche », un mot fourre-tout qui sert surtout à tenter de décrédibiliser toutes celles et ceux qui soutiennent les revendications légitimes des lycéen·nes, des étudiant·es, des travailleur·ses des services publics et des citoyen·nes qui n'arrivent plus à boucler leurs fins de mois. Plutôt que de répondre à la colère sociale, on criminalise celles et ceux qui l'expriment : une allocution présidentielle hors sol sans aucune annonce sociale, des couvre-feux, un projet de loi « casseurs-payeurs », une surenchère sécuritaire permanente.

La réponse n'est ni la peur ni le repli : c'est la justice sociale. Les choix budgétaires du gouvernement et l'inflation plongent notre entreprise et notre secteur dans des difficultés extrêmes. Ce n'est pas une fatalité. C'est le résultat de choix politiques qui préfèrent les cadeaux aux entreprises et aux milliardaires plutôt que la protection de ce qui fait commun dans notre société. La direction doit refuser d'accepter d'appliquer un tel budget.

Face à ces attaques répétées et à l'incertitude qui pèse sur notre avenir, nous ne pouvons pas rester silencieux·euses. Il est indispensable de nous mobiliser, de rendre nos professions visibles et de faire entendre nos revendications. Nous aussi avons notre mot à dire et nous devons être entendu·es !

La CGT de France Télévisions, comme la CGT Spectacle, appelle à poursuivre et amplifier la mobilisation le samedi 24 octobre, et à préparer dès maintenant la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations du 5 novembre à l'appel de l'intersyndicale.

Le préavis de grève à durée illimitée en cours à France Télévisions depuis le 10 octobre reste donc en vigueur*.

Paris, le 22 octobre 2026

** À l'exception des salarié·es du Service Fabrication Son du Centre d'exploitation Nord des Moyens de Fabrication qui étaient couverts par un autre préavis, tombé depuis*